



Au nom de Monsanto : Des cultures OGM pour l'Ukraine, grenier de l'Europe

Par [Joyce Nelson](#)

Mondialisation.ca, 30 août 2014

counterpunch.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Finalement, un aspect secondaire de la crise ukrainienne commence à recevoir une attention internationale. Le 28 juillet, l'Institut Oakland, basé en Californie, a publié un rapport révélant que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), selon les termes de leur prêt de \$17 milliards à l'Ukraine, ouvriraient ce pays aux cultures génétiquement modifiées (GM), ainsi qu'aux OGM dans l'agriculture. Le rapport est intitulé *de l'Ouest : la Banque mondiale et le FMI en Ukraine* [1].

Fin 2013, le président ukrainien du moment, Viktor Yanukovych, a rejeté l'agrément d'association à l'Union européenne lié au prêt de \$17 milliards, dont les termes viennent seulement d'être révélés. Au contraire, Yanukovych a opté pour une aide russe de \$15 milliards, assortie d'une réduction sur le prix du gaz naturel. Sa décision a été un facteur majeur des protestations mortelles qui s'ensuivirent et qui l'ont renversé du pouvoir en février 2014, ainsi que de la crise en cours.

Selon l'Oakland Institute, « *alors que l'Ukraine n'autorise pas l'utilisation des OGM dans l'agriculture, l'Article 404 de l'accord avec l'UE, en rapport avec l'agriculture, inclut une clause qui est généralement passée inaperçue : cette clause indique, entre autres, que les deux parties vont coopérer pour étendre l'utilisation des biotechnologies. Il ne fait aucun doute que cette clause rencontre les attentes de l'agro-industrie. Comme Michael Cox, directeur de recherche à la banque d'investissement Piper Jaffray, l'a observé, « l'Ukraine, et de manière générale l'Europe de l'Est, sont parmi les marchés en croissance les plus prometteurs pour le géant de l'équipement en matériel agricole Deere, ainsi que pour les producteurs Monsanto et Dupont* » [2].

La loi ukrainienne interdit aux agriculteurs de cultiver des plantes génétiquement modifiées. Longtemps considérée comme « le grenier à blé de l'Europe », l'Ukraine, avec les riches terres noires de son sol, est idéale pour la croissance des céréales. Ainsi, en 2012, les agriculteurs ukrainiens ont produit plus de 20 millions de tonnes de céréales.

L'investissement de Monsanto

En mai 2013, Monsanto a annoncé un plan d'investissements de \$140 millions dans une usine de semences de céréales non OGM en Ukraine, avec le porte-parole de Monsanto en Ukraine, Vitally Fechuk, confirmant que « *Nous travaillerons seulement avec des semences conventionnelles parce que ce sont les seules autorisées en Ukraine pour la production et l'exportation* ».

Mais, en novembre 2013, six grandes associations d'agriculteurs ukrainiens avaient préparé un projet d'amendement à la loi, poussant à « *créer, tester, transporter et utiliser des OGM dans le cadre de la législation sur les semences génétiquement modifiées* » [4]. Le président de *Ukrainian Grain Association*, l'association des semenciers ukrainiens, Volodymyr Klymenko, a dit lors d'une conférence de presse à Kiev que : « *Nous pourrions réfléchir à cette question très longtemps, mais nous, avec les associations [agricoles], avons signé deux lettres pour modifier la loi sur la biosécurité, dans lesquelles nous avons proposé la légalisation des semences OGM pour nos agriculteurs, semences qui ont été testées depuis longtemps aux États-Unis* » (en fait, les semences génétiquement modifiées ainsi que les OGM n'ont jamais été soumis à des tests indépendants sur le long-terme aux U.S.).

Les amendements des associations agricoles coïncidaient avec les termes de l'association avec l'UE et avec le prêt FMI/Banque Mondiale.

Le site web *sustainablepulse.com*, qui traque les nouvelles sur les OGM au niveau mondial a fustigé les propositions des associations agricoles, avec le directeur Henry Rowlands déclarant : « *L'agriculture de l'Ukraine sera sérieusement endommagée si le gouvernement autorise les semences génétiquement modifiées dans le pays. Les agriculteurs verront se réduire les marchés à l'exportation à cause des sentiments anti-OGM en Russie et dans l'UE* ». Rowlands a dit que les investissements de Monsanto en Ukraine « *pouvaient atteindre \$300 millions sur plusieurs années. Est-ce-que l'agriculture ukrainienne veut faire totalement confiance au succès ou à l'échec d'une compagnie U.S.?* » [5]

Le 13 décembre 2013, le vice-président de Monsanto (Corporate Engagement), Jesus Madrazo, a dit à la conférence U.S.-Ukraine à Washington D.C. que la compagnie voyait « *l'importance de la création d'un environnement favorable [en Ukraine], qui encourage l'innovation et émule le développement continu de l'agriculture. L'Ukraine a l'opportunité de développer encore plus le potentiel des cultures conventionnelles, là où nous concentrons actuellement nos efforts. Nous espérons aussi que, le moment venu, la biotechnologie sera un outil disponible pour les agriculteurs ukrainiens dans le futur* » [6].

Juste quelques jours avant les remarques de Madrazo à Washington, Monsanto Ukraine a lancé son programme de « *développement social* » pour le pays, appelé « *Panier de grains du futur* » [7]. Il fournissait une bourse à des villageois ruraux afin qu'ils puissent (selon les mots de Monsanto) « *commencer à ressentir qu'ils peuvent améliorer leur situation eux-mêmes au lieu d'attendre une subvention* ».

Actuellement, les véritables *subventions* sont celles qui vont aux gros de l'agro-business, selon les termes des prêts du FMI et de la Banque mondiale, qui, en plus d'ouvrir le pays aux cultures OGM, va aussi conduire, plus tard, à lever l'interdiction qui pèse sur la vente des riches terres ukrainiennes au secteur privé [8].

Comme l'a formulé Morgan Williams, président et PDG du Conseil pour le commerce U.S.-Ukraine, en mars dans *International Business Times*, « *L'agriculture ukrainienne pourrait être une vraie mine d'or* » [9]. Mais, a-t-il ajouté, « *de nombreux aspects du climat des affaires [en Ukraine] doivent changer, le point principal étant de garder le gouvernement hors des affaires commerciales...* ».

Les câbles Wikileaks

En août 2011, Wikileaks a diffusé des câbles diplomatiques U.S. montrant que le

Département d'État des U.S. [Affaires étrangères, NdT] a fait du lobbying au niveau mondial pour le compte de Monsanto et d'autres multinationales de la biotechnologie, telles que DuPont, Syngenta, Bayer et Dow. L'organisme à but non lucratif, Food & Water Watch [Surveillance de l'eau et de la nourriture, NdT], après passage au peigne fin de ces câbles sur cinq ans (2005-2009), a publié son rapport le 14 mai 2013, intitulé « *Ambassadeurs de la Biotechnique : comment le ministère des Affaires étrangères U.S. fait la promotion du programme global de l'industrie des semences* » [10]. Le rapport montre que le ministère des Affaires étrangères U.S. a « *fait du lobbying auprès de gouvernements étrangers pour qu'ils adoptent des politiques et légifèrent en faveur des biotechnologies agricoles, a réalisé des campagnes rigoureuses de relations publiques pour améliorer l'image de la biotechnologie, et a défié ouvertement les gardes-fous et les règles de bon sens, allant même jusqu'à s'opposer aux lois concernant l'étiquetage des nourritures OGM* ».

Selon un article de consortiumnews.com du 16 mars 2014, Morgan Williams est au centre du réseau d'alliances du regroupement des multinationales du business agroalimentaire (Big Ag) avec la politique étrangère des U.S. [11]. « *En plus d'être président et PDG du Conseil pour le commerce U.S.-Ukraine, Williams est Directeur des affaires gouvernementales dans la firme privée d'investissement SigmaBleyzer, qui racole pour le travail de Williams « diverses agences du gouvernement U.S., membres du Congrès, commissions du Congrès, l'ambassade d'Ukraine aux U.S., des institutions financières internationales, des groupes de réflexion et autres organisations concernant les affaires U.S.-Ukraine, les questions de commerce, d'investissement et d'économie* ».

Les seize membres du Comité exécutif du Conseil pour le commerce U.S.-Ukraine viennent de compagnies agroalimentaires U.S., incluant des représentants de Monsanto, John Deere, DuPont Pioneer, Eli Lilly, et Cargill [12]. Parmi les vingt « *Consultants principaux* », on rencontre James Greene (ancien chef du Bureau de liaison Otan-Ukraine), Ariel Cohen (chargé de recherche principal à *The Heritage Foundation* [Groupe de réflexion conservateur à Washington D.C.], Léonid Kozachenko (président de la Confédération agraire ukrainienne), six anciens ambassadeurs U.S. en Ukraine, et l'ancien ambassadeur d'Ukraine aux U.S., Oleh Shamshur.

Shamshur est maintenant un conseiller principal chez *PBN Hill + Knowlton Strategies*, une unité du géant des relations publiques *Hill + Knowlton Strategies* (H+K). H+K est une filiale du gargantuesque groupe *WPP*, basé à Londres, qui possède quelques douzaines de grosses firmes de relations publiques, dont *Burson-Marsteller* (un conseiller de Monsanto depuis longtemps).

Stratégies de Hill + Knowlton

Le 15 avril 2014, le journal de Toronto *The Globe & Mail* a publié un éditorial de l'assistant consultant de H+K, Olga Radchenko [13]. L'article fulminait contre le Président russe Vladimir Poutine et « *la machine de relations publiques de Mr. Poutine* », déclarant que « *le mois dernier [mars 2014, un mois après le coup d'État], un groupe de professionnels des relations publiques, basé à Kiev, avait formé le Centre des médias sur la crise ukrainienne, une opération volontaire dans le but d'aider à améliorer l'image de l'Ukraine et de gérer ses communications sur la scène globale* ».

Le site web de *PBN Hill + Knowlton Strategies* déclare que le PDG de la compagnie, Myron Wasylyk, est un « *membre du bureau du Conseil pour le Commerce U.S.-Ukraine* », et que le Directeur général pour l'Ukraine, Oksana Monastyrskya, « *dirige les travaux de la firme pour*

Monsanto ». Monastyrska a aussi travaillé pour la *Société financière internationale* de la Banque mondiale.

Selon Oakland Institut, les conditions du prêt accordé à l'Ukraine par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont déjà conduit à « *un accroissement des investissements étrangers, qui entraînera probablement une expansion des acquisitions de terres agricoles sur une grande échelle par des compagnies étrangères et une future privatisation de l'agriculture du pays* » [14].

En attendant, le Premier ministre russe, Dmitry Medvedev, a déclaré en avril 2014 : « *Nous n'avons pas pour but de développer les produits OGM ici, ni de les importer. Nous pouvons nous nourrir avec des produits normaux non génétiquement modifiés. Si les Américains aiment manger de tels produits, qu'ils les mangent. Nous n'avons pas besoin de faire ça ; nous avons assez de place et d'occasions pour produire une nourriture organique naturelle* » [15].

Hill + Knowlton, avec ses mensonges sur les « *atrocités dans les incubateurs de bébés* » au Koweït, a instrumentalisé le public américain pour qu'il supporte la première Guerre du Golfe en Irak au début des années 90. Maintenant la compagnie fomenté une nouvelle Guerre Froide ou encore pire pour le compte de Monsanto, récemment élue « la pire » multinationale de la planète. C'est une chose dont il faut se souvenir au moment de la diabolisation tous azimuts de Poutine par les médias de masse.

Joyce Nelson

Article original en anglais :



[On Behalf of Monsanto: GMO Food Crops for Ukraine's Bread Basket](#), 24 août 2014

source principale : <http://www.counterpunch.org/2014/08/22/70838/>

Traduit par Jean-Jacques pour vineyardsaker.fr

Joyce Nelson est un free-lance écrivain/chercheur canadien et l'auteur de cinq livres, dont [Sultans of Sleaze: PR & The Media](#) (lien vers amazon.fr).

[1] <http://www.oaklandinstitute.org/press-release-world-bank-and-imf-open-ukraine-western-interests>

[2] Ibid.

[3] [Monsanto plans \\$140 mln Ukraine non-GM corn seed plant](#) (reuters, anglais, 24-05-2013)

[4] <http://en.interfac.com.ua/news/press-conference/173536.html>

[5] <http://sustainablepulse.com/2013/11/05/sustainable-pulse-slams-ukraine-agri-associations...>

- [6] <http://monsantoblog.com/2013/12/19/monsanto-and-its-commitment-to-ukraine/>
- [7] <http://monsantoblog.com/2013/12/13/monsanto-ukraine-launching-social-development-pr>
- [8] <http://www.globalresearch.ca/ukraine-secretive-neo-nazi-military-organization-involved-i>
- [9] <http://ibtimes.com/westerners-know-very-little-about-ukraine-qa-us-ukraine-business-co>
- [10] <http://www.foodandwaterwatch.org/reports/biotech-ambassadors/>
- [11] [Corporate Interests Behind Ukraine Putsch](#) (consortiumnews.com, anglais, 16-03-2014)
- [12] <http://www.usubc.org/site/u-s-ukraine-business-council-usubc-executive-committee>
- [13] <http://www.theglobeandmail.com/globe-debate/in-the-battle-of-hearts-and-minds-kiev-is...>
- [14] <http://www.oaklandinstitute.org/press-release-world-bank-and-imf-open-ukraine-western-interests>
- [15] <http://rt.com/news/154032-russia-gmo-food-ban/>

La source originale de cet article est counterpunch.org

Copyright © [Joyce Nelson](http://counterpunch.org), counterpunch.org, 2014

Articles Par : **[Joyce Nelson](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca